

Tshisekedi, un vainqueur sur le fil du rasoir

- L'annonce des résultats provisoires du scrutin présidentiel pose bien des questions.
- La plupart des observateurs s'interrogent sur la réalité de la victoire de Félix Tshisekedi face au candidat Martin Fayulu.
- Au pays, un calme précaire règne mais seuls les bastions de l'UDPS, au Kasaï surtout, fêtaient vraiment cette victoire.

Analyse Marie-France Cros

Félix Tshisekedi, 55 ans, a donc été proclamé vainqueur de la présidentielle au Congo, dans la nuit de mercredi à jeudi, par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), considérée comme acquise au Président sortant, Joseph Kabila, hors mandat depuis deux ans. Une proclamation contestée, parce qu'elle ne correspond pas aux résultats obtenus par le réseau d'observateurs de l'Église catholique et de la société civile, qui ont copié d'un échantillon représentatif des P.-V. de dépouillement dans tout le pays.

L'Église a publié jeudi un communiqué se félicitant de cette première alternance au sommet de l'État mais constatant que les résultats publiés par la Ceni pour la présidentielle "*ne correspondent pas aux données collectées par notre mission d'observation à partir des bureaux de vote et de dépouillement*".

Diffusera-t-elle les résultats qu'elle a obtenus? On l'ignore. Jeudi, l'Église a répété ses exhortations "*à user des moyens de droit*" si l'on voulait contester les résultats officiels, plutôt que de recourir à la rue. Elle sait pourtant, comme tous les Congolais, que la Cour constitutionnelle, mise sur pied par le Président sortant, a toujours donné satisfaction à celui-ci, quelque acrobatie juridique que cela requière.

Revers quand Beni et Butembo voteront

On note également que si Tshisekedi est crédité officiellement de 7 051 013 voix et Martin Fayulu de

6 366 732 voix, il n'y a que 684 281 voix de différence entre eux – soit la moitié des électeurs des régions de Beni, Butembo et Yumbi qui ont été écartées du vote du 30 décembre pour diverses raisons et où les scrutins sont reportés à mars 2019; or ces régions, qui comptent 1 256 177 électeurs, sont très majoritairement pro-Fayulu.

Ces régions voteront-elles? Des déclarations contradictoires ont été entendues à ce sujet. Si un recours était déposé devant la justice pour demander d'attendre la présidentielle dans ces territoires avant d'investir Félix Tshisekedi, la face du Congo pourrait, théoriquement, en être changée. La présidentielle au Ghana en 2008 avait présenté ce cas de figure et la Commission électorale, comme la justice, s'étaient prononcées pour un retard de l'investiture jusqu'à ce que le district écarté du vote ait pu y participer. Mais c'était au Ghana...

Kabila aura-t-il la réalité du pouvoir?

L'incertitude dominait, jeudi, quant à l'avenir du Congo – qui pourrait se révéler chaotique – pour d'autres raisons encore. Ainsi, on ignore si les résultats électoraux proclamés par la Ceni seront acceptés ou non par les électeurs. À court terme, s'agissant de la présidentielle, ils pourraient l'être, tant est grande la joie des Congolais de voir Kabila quitter la Présidence, qu'il occupe depuis 18 ans.

À moyen terme, cependant, il n'est pas sûr que le Président sortant lâche réellement le pouvoir. Il a déjà indiqué qu'il ne quitterait pas la résidence présidentielle, où il a installé sa famille, renvoyant le fu-

tur chef d'État à un bâtiment moins prestigieux, la Primature. En outre, on ignore encore quels résultats la Ceni donnera pour les élections législatives nationales; les kabilistes resteront-ils majoritaires à l'Assemblée nationale, bien que leur camp soit honni des électeurs? Felix Tshisekedi, qui n'a pas hérité du courage de son père, feu Etienne Tshisekedi, fera-t-il usage de tous les pouvoirs présidentiels, que Joseph Kabila a considérablement accrus durant son long règne, s'il arrivait qu'il soit en désaccord avec son prédécesseur? Le Congo risque-t-il un blocage en cas de désaccord entre la Présidence et l'Assemblée? Et s'il n'y avait pas de désaccord, les Congolais ne verraient-ils pas dans Tshisekedi le "vrai dauphin" de Kabila, qu'ils rejettent? Que deviendra la Garde républicaine, véritable armée dans l'armée n'obéissant qu'à Kabila, qui l'a créée, et

n'étant pas placée sous l'autorité de la hiérarchie militaire?

Kabila futur président du Sénat?

La Ceni a annoncé une grande victoire de la coalition kabiliste aux législatives provinciales; comme les sénateurs sont élus au second degré par les députés provinciaux, on peut s'attendre à ce que la coalition kabiliste, majoritaire, porte à la présidence de cette assemblée le nouveau sénateur à vie, Joseph Kabila – qui sera ainsi le second personnage de l'État, celui qui remplace le Président en cas de "vacance" à la tête de l'État. Felix Tshisekedi doit-il, dès lors, craindre d'être invalidé de son poste pour une raison ou une autre?

La nouvelle conjoncture politique dessinée la nuit dernière par la Ceni ouvre, on le voit, plus de questions qu'elle ne donne de réponses.

La fête est gâchée, le doute s'est installé

Le scrutin de ce dimanche 30 décembre était attendu depuis deux ans.

Depuis décembre 2016 et l'accord de la Saint-Sylvestre signé entre la majorité et l'opposition, sous l'égide des évêques catholiques, le peuple congolais avait oscillé entre l'espoir d'en finir avec un régime autoritaire, qui ne gérait l'État qu'à ses fins personnelles, et le désespoir de voir une classe politique clientéliste essentiellement soucieuse de ses intérêts personnels.

Le peuple congolais s'est mobilisé contre vents et marées pour se rendre aux urnes le dimanche 30 décembre. Mais les dés semblent pipés. Jeudi matin, sur le coup de trois heures, le président de la Commission électorale nationale indépendante a annoncé le verdict de la présidentielle. Il a égrené un à un les noms des candidats et leurs scores. Fayulu, n°4, a conservé la tête jusqu'à l'avant-dernier nom, le n°20. celui de Félix Tshisekedi.

Le patron de l'UDPS devance Martin Fayulu, le candidat commun de l'opposition, pour 700 000 voix. Emmanuel Shadary, troisième, le dauphin de Kabila, est loin derrière.

Un sacre pour un parti et une famille mais la bouderie est immédiate. L'opposition par la voix de Martin Fayulu ne reconnaît pas ce résultat. La France et la Belgique expriment leurs doutes sans ambages. Antipas Mbusa Nyamwisi, un proche de Martin Fayulu, sort pour *La Libre Belgique* les résultats en sa possession. Son favori disposerait de près de 60% des

voix, tandis que Tshisekedi et Ramazani seraient au coude-à-coude en dessous de la barre des 20%. Un chiffre qui confirme les différents témoignages d'observateurs que nous avons pu recueillir depuis le 2 janvier. Un score qui pourrait expliquer aussi pourquoi la Cenco est intervenue si tôt dans le processus de comptage des voix, "tant la différence était abyssale", nous dira un observateur.

Des chiffres très différents

Ce jeudi, les évêques congolais sont revenus sur le devant de la scène pour "s'étonner" à leur tour des différences entre les chiffres qu'ils ont récoltés et ceux annoncés par la Ceni. Sans citer de nom, ni donner de chiffres, mais le message est à peine voilé, Félix Tshisekedi n'est pas le vrai vainqueur des urnes. Les évêques appellent à éviter toute violence et la Ceni à justifier ses chiffres.

Antipas Mbusa Nyamwisi ne dit rien d'autre. "La stabilité de l'État congolais est en danger. Le Conseil de sécurité des Nations unies, soutenu par toutes les instances démocratiques, de l'Union africaine à l'Union européenne en passant par la troïka (États-Unis, France, Belgique) et la SADC, doit exiger un recomptage."

Au Congo, la victoire de Félix Tshisekedi est célébrée timidement dans les grandes villes, à l'exception de Mbuji Mayi (centre-sud), capitale de la province du Kasai oriental d'où est originaire la famille Tshisekedi. C'était le cas dans les zones minières katangaises (sud-est du pays), où les Kasaiens sont

nombreux, alors que les Katangais ont appuyé largement Martin Fayulu, allié de Moïse Katumbi et Gabriel Kyungu, les deux principales personnalités de la région. À Lubumbashi (Haut-Katanga), *“sur les grands axes de la ville, des partisans de l'UDPS demandaient ce matin de l'argent pour s'acheter de la bière”*, indique en riant une des sources de La Libre Afrique.be. Dans un quartier pro-Fayulu, Tabacongo, en revanche, des protestataires ont manifesté leur colère, mais la police est intervenue pour les disperser par la force. À Likasi (Haut-Katanga), des affrontements entre civils pro-Tshisekedi et pro-Fayulu ont eu lieu et la police est intervenue pour les séparer; notre source ignorait le bilan exact mais *“des dégâts”* étaient signalés. *“Le clivage entre Kasaiens et Katangais remonte à la surface pour un oui ou pour un non”*, rappelle cette source. La maison du secrétaire exécutif de la Ceni a été saccagée à Kisangani (Tshopo, nord-est du pays) par des manifestants en colère, selon Actualités.cd, et des

jeunes ont élevé des barrages; la police est intervenue. À Kikwit (Kwilu, ouest) des jeunes ont également protesté contre les résultats annoncés par la Ceni en créant des barricades. À Kinshasa, l'atmosphère n'était pas à la fête, à l'exception des quartiers pro-Tshisekedi, à Limete notamment, où est établi le siège de l'UDPS, le parti des Tshisekedi.

MFC et H. Le.

Les évêques
appellent
à éviter
toute violence
et la Ceni
à justifier
ses chiffres.